



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 LE 30 JANVIER 1994 N° 221 PRIX 4 FF



LA DEVALUATION DU CFA

C'EST L'AGGRAVATION

DE LA MISERE

POUR LES DESHERITES

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

**LA DEVALUATION DU CFA
C'EST L'AGGRAVATION
DE LA MISERE POUR
LES DESHERITES**

Page 2
Editorial

Page 4
Réactions après la dévaluation

Page 5
Sénégal: Diouf face à une nouvelle grève générale?

Page 6
Mali: la colère monte

Page 6
Tchad: L'UST lance une grève générale

Page 7
Côte d'Ivoire: -Luttes tribales pour le pouvoir et démagogie tribaliste

Page 12
70 ans après la mort de Lénine, vive le léninisme

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

La dévaluation de 50% du CFA décidée par les dirigeants de l'impérialisme français, avec l'accord de ses valets africains, est une véritable catastrophe pour l'écrasante majorité de la population des pays de la "zone franc".

Cette dévaluation a été présentée cyniquement comme "une chance" pour ces pays, comme une "thérapie de choc" pour "guérir" l'économie de ces pays, comme un mal nécessaire afin de rendre l'économie des ces pays plus "compétitive" par rapport aux autres pays du tiers-mondes.

Réduire des populations entières à la misère la plus atroce, appauvrir encore plus ceux qui sont déjà pauvres, c'est cela que ces assassins appellent "la chance" pour les populations. Aux yeux des dirigeants de l'impérialisme français, comme aux yeux de ses valets africains, rendre "compétitive" l'économie des pays de la "zone franc" c'est réduire, par le biais de la dévaluation, de moitié les salaires des travailleurs, c'est réduire de moitié les revenus des petits paysans pour que les matières premières telles que le cacao, le café, l'arachide, le coton...etc, puissent être "compétitifs" (c'est-à-dire vendus sur le marché international à des prix encore plus dérisoires).

Réduire les profits colossaux réalisés par les trusts et par les intermédiaires qui pillent les paysans, réduire les profits des entreprises qui exploitent les ouvriers comme des esclaves, c'est un sacrilège mais réduire ceux qui sont déjà misérables à une misère encore plus grave, c'est normal aux yeux de ceux qui dirigent le monde capitaliste! C'est cela la logique du capitalisme.

Le jour-même de l'annonce de la dévaluation, les prix ont flambé un peu partout. Toutes les marchandises importées ont grimpé en général de 100%. Même les produits locaux ont grimpé en moyenne de 30%, par exemple au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Mali. C'est une

véritable catastrophe pour les millions de personnes qui mangeront encore moins, qui auront encore plus de mal à se soigner, à se vêtir, à éduquer leurs enfants. De plus, cette dégradation brutale de leurs conditions de vie survient à un moment où déjà depuis des années elles subissaient les conséquences de la crise économique, à un moment où les salaires bloqués depuis des années réduisaient des familles entières à la misère, les enfants des pauvres de plus en plus à la mendicité et à la prostitution.

Au Sénégal, le gouvernement venait à peine quelques mois plus tôt de réduire de 15% les salaires des fonctionnaires et de 5% ceux du secteur privé. En Côte d'Ivoire, le gouvernement (déjà sous Ouattara) avait annoncé la "baisse de la masse salariale" dans la fonction publique. Avec la dévaluation on amputera de moitié le niveau de vie de la population laborieuse déjà au plus bas.

Voilà les conséquences de cette dévaluation sur les plus démunis. Les riches hommes d'affaires, les grands commerçants et tous les privilégiés des régimes ne seront pas touchés par cette dévaluation. Avant l'annonce officielle de la dévaluation, ils avaient déjà transféré leur capitaux dans les banques occidentales pour les transformer en devises fortes. Ce sont les pauvres qui sont frappés de plein fouet. Nos gouvernants le savent fort bien et ils craignent à juste titre la colère légitime des populations. C'est par crainte de cette colère que l'impérialisme français a proposé des "mesures d'accompagnements" comme l'annulation symbolique de quelques vieilles dettes ou la promesse de crédits exceptionnels. C'est pour cette même raison que le gouvernement français a autorisé par exemple les autorités ivoiriennes d'accorder une augmentation de 5 à

15% sur les salaires des secteurs publics et para-publics.

Mais ces mesures dérisoires ne compenseront aucunement les conséquences de la dévaluation. Il faudrait au moins doubler les salaires.

Face à la flambée des prix et face à la colère qu'elle a provoqué parmi la population, le gouvernement ivoirien a décrété pour une durée de trois mois, le blocage des prix des denrées alimentaires de première nécessité. Mais les commerçants, plutôt que de vendre leurs marchandises à prix bloqué préfèrent les garder en attendant de les vendre plus cher ultérieurement.

Devant cette nouvelle et brutale dégradation de leur niveau de vie, les travailleurs, les petits paysans comme les millions de petites gens de ville n'auront que leur colère et leur lutte pour ne pas être les éternels sacrifiés de la crise. Cette crise n'est pas une fatalité, c'est la crise du système capitaliste. Ce n'est pas un hasard si ce sont seulement les pauvres qui en subissent les conséquences désastreuses.

Aujourd'hui, à Abidjan, Dakar, Bamako, Douala ainsi que dans d'autres grandes villes d'Afrique, la colère gronde. Mais demain le grondement de colère pourrait se transformer en une véritable explosion de colère. Cette explosion tant crainte par nos gouvernants et par leurs protecteurs occidentaux sera la réponse légitime des populations déshéritées. Si les travailleurs savent se mobiliser et montrer leur détermination, ils pourront indiquer la voie aux millions de pauvres des campagnes et des villes pour qu'ils fassent payer aux riches, aux exploités, aux gouvernants et à leurs maîtres leur arrogance et la barbarie de leur système.

IMMIGRATION

REACTIONS APRES LA DEVALUATION DU CFA

Un certain nombre de travailleurs, ici dans l'émigration, pensaient au début que la dévaluation du CFA ne les toucherait pas directement, eux qui sont payés en franc français. Certains pensaient même que cette dévaluation allait leur être favorable puisque d'un seul coup l'argent qu'ils avaient économisé allait prendre le double de leur valeur par rapport au CFA.

Mais beaucoup d'entre nous ont dû déchanter bien vite. En effet ceux qui ont ouvert des comptes dans les banques maliennes et sénégalaises, à Dakar ou à Bamako ont essayé de rapatrier leur argent à Paris quelques semaines avant la dévaluation. Eh bien les banques ont refusé de le faire et ont bloqué les fonds au Sénégal et au Mali.

Résultat, c'est qu'après la dévaluation, l'argent que les travailleurs avaient conservé dans ces banques a perdu la moitié de sa valeur. C'est vraiment révoltant. C'est un vol manifeste. Ces travailleurs ont mis des années pour économiser un peu d'argent pour les besoins de la famille restée au pays. Ces banquiers s'en moquent. Par un jeu d'écriture, ils se sont accaparé de la moitié de la somme avec la protection bienveillante de l'Etat qui légalise cet acte de vol.

Bien sûr que les gros commerçants, les gros bourgeois nationaux et étrangers ont dû bien protéger leur fortune en les transformant en francs français bien avant la dévaluation. De toute manière le plus gros de leur fortune ne se trouve pas dans les banques de Dakar, Bamako ou d'Abidjan mais plutôt dans les banques suisses, françaises...

Et ceci ne leur suffit pas.

Désormais, au pays, lorsqu'on change des francs français en francs CFA, les banques ont institué des frais de commission de 2%, ce qui n'existait pas auparavant. De plus quand on envoie de l'argent d'un compte à Paris à un autre compte au pays, on est obligé de payer 50 FF de frais. Cela coûte 250 FF si l'on veut le faire rapidement, par fax. Ce qui n'existait non plus auparavant. Voilà comment les banques en profitent pour nous voler les quelques économies d'argent que nous mettons de côté ou quand on envoie de l'argent au pays.

Certains pensent, ici dans l'émigration que l'argent que nous gagnons a plus de valeur une fois converti en CFA. C'est sûr que lorsque nous envoyons de l'argent au pays, pour la même quantité de francs français, on donne plus de CFA qu'avant la dévaluation. On a l'impression qu'on a plus d'argent et donc on peut mieux aider la famille qui se trouve au pays. Mais cela risque de ne pas durer longtemps car au pays les prix des denrées les plus élémentaires sont en train d'augmenter, au point que bientôt il faudra deux fois plus de CFA pour acheter les mêmes produits. Autrement dit l'argent envoyé n'aura pas plus de pouvoir d'achat. Et comme par ailleurs les salaires de là-bas ne suivent pas autant pour ceux qui travaillent, les parents auront de plus en plus besoin de notre secours. C'est encore plus catastrophique pour ceux qui n'ont pas du tout de parents à l'étranger.

A moins que les uns et les autres décident autrement en engageant la lutte contre les dirigeants, les patrons locaux pour des augmentations de salaires afin de compenser les effets de la dévaluation du franc CFA.

SENEGAL

DIOUF FACE A UNE NOUVELLE GREVE GENERALE?

Abdou Diouf vient de se donner "les pleins pouvoirs" par l'assemblée nationale où son parti possède l'écrasante majorité des députés. Officiellement c'est pour une durée de six mois où il pourra régner à coups de décrets présidentiels et uniquement "dans le domaine économique".

Quel cinéma! Comme si jusqu'à maintenant il n'avait pas les pleins pouvoirs. Comme si derrière le parlementarisme de façade il n'y avait pas de dictature du pouvoir en place au Sénégal, à peine un peu plus voilé, un peu plus "civilisé" que les pires dictatures militaires du continent!

Derrière cette fanfaronnade, il y a en réalité la peur de l'explosion sociale au Sénégal. Tant les conséquences de la dévaluation du franc CFA sont désastreuses pour l'écrasante majorité de la population.

De l'aveu de tous les observateurs, le Sénégal fait partie des pays les plus touchés par la dévaluation. C'était déjà un pays à économie "sinistrée" avant cette mesure...

Pour satisfaire aux exigences des bailleurs de fonds occidentaux, le gouvernement avait déjà diminué dès le mois de septembre dernier les salaires des fonctionnaires de 15% et de 5% environ ceux du secteur privé. Cette décision avait été accueillie par une grève générale largement suivie.

De peur que cette grève générale se transforme en véritable émeute de la faim, le gouvernement a dû mettre de l'eau dans son vin en accompagnant cette diminution du pouvoir d'achat par quelques "mesures d'accompagnement". A ce

moment-là Diouf faisait un chantage en disant que c'était soit le licenciement de quelques milliers de fonctionnaires soit une baisse des salaires. Il disait aussi que c'était pour éviter une dévaluation du CFA qui planait déjà.

Mais quatre mois à peine se sont écoulés que la dévaluation du CFA est décidée. Cela se traduit immédiatement par une dégradation supplémentaire et brutale du niveau de vie déjà abaissé des salariés. Selon les chiffres officiels les prix des denrées alimentaires, même produites localement ont augmenté de 20 à 33%. Les produits importés eux ont suivi la dévaluation en augmentant de 100%. Et comme beaucoup de produits alimentaires y compris ceux de première nécessité tels que le riz sont importés, on peut imaginer la colère et la détresse des familles des travailleurs et des petites gens qui déjà avaient du mal, et ce depuis des années, à joindre les deux bouts.

C'est cette nouvelle menace d'explosion, qui a fait que Diouf a sorti ses griffes en avance en se donnant "les pleins pouvoirs" comme si cela allait faire peur à la population. Il a pris quelques décisions tels le gel des prix mais on sait comment les commerçants détournent les lois. Les autorités ont saisi quelques tonnes de riz chez un certain nombre de commerçants qui avaient préféré fermer leurs boutiques afin de créer une pénurie artificielle pour pouvoir faire des affaires juteuses. En guise de "compensation" aux dégâts causés par la dévaluation dans le portefeuille des travailleurs Diouf a décidé d'abroger la réduction des salaires effectuée depuis le mois de septembre dernier.

Ces mesures dérisoires sont

loin de satisfaire les revendications des salariés et de leurs familles. Le souvenir de la grève générale n'est pas bien loin dans la tête des travailleurs. L'expérience de celle du mois de

septembre pourrait être reprise voire même perfectionnée pour ne laisser aucune chance au gouvernement de Diouf de casser le mouvement de mécontentement.

M A L I

LA COLERE MONTE

Depuis quelques jours les mécontentements et la grève se développent au Mali. Les travailleurs des hôpitaux publics ont fait une grève de 72 heures pour protester contre la décision du gouvernement d'Alpha Konaré de donner un nouveau statut aux employés. Il veut faire en sorte que le personnel ne soit plus fonctionnaire; leur emploi ne sera plus garanti comme avant. Le personnel de la Radio et de la Télévision malienne a également observé le mot d'ordre de grève pour la même raison.

Voilà comment le gouvernement à la solde de la bourgeoisie, du FMI et de l'impérialisme français compte résoudre le problème des travailleurs de la fonction publique. Jusqu'à présent ils avaient la garantie de l'emploi contrairement à ceux du secteur

privé. Même s'ils ne sont pas payés régulièrement, ils avaient le statut de fonctionnaire qui les protégeait du licenciement.

Apparemment les dirigeants de Bamako, Alpha Konaré en tête, sous les conseils de ses maîtres impérialistes et le FMI, veut continuer le dégraissage dans la fonction publique en privatisant ce qui est privatisable, c'est-à-dire les entreprises rentables pour les bourgeois nationaux et internationaux.

Pour stopper tout ce plan de licenciement dans la fonction publique et dans le privé, les travailleurs ne doivent compter que sur leur capacité de mobilisation et de résistance. La grève générale illimitée de toute la classe ouvrière malienne est l'un des moyens les plus efficaces pour faire reculer Konaré et ses maîtres.

TCHAD

1. UST LANCE UNE GREVE GENERALE

Plus les mois passent, plus la vie devient intenable pour les travailleurs et les petites gens. A Ndjaména, les fonctionnaires, les petits employés et les manoeuvres de l'Etat attendent au moins six mois pour toucher un seul misérable salaire mensuel. Quant aux arriérés, ils n'y pensent même pas, car pour ceux qui ont pu toucher un salaire sur les

six, c'est une chance.

Dans les autres villes du Tchad comme Moundou, Sarh, Abéché et en "brousse", c'est-à-dire les petites villes et villages, la situation est encore plus dramatique. Les travailleurs du secteur public attendent plus de six mois voire un an sans toucher leur salaire. Certains sont obligés de faire le

déplacement jusqu'à Ndjaména pour percevoir un mois de salaire.

C'est cette situation qui pousse ces travailleurs à entrer en grève pour tenter d'obliger le gouvernement à verser leurs salaires.

Depuis deux ans les enseignants du primaire et du secondaire et les

professeurs de l'Université sont en grève pour exiger le versement régulier de leurs salaires. Et depuis deux ans, les écoles et l'Université sont fermées pour cause de grève car le gouvernement refuse de satisfaire leurs revendications. Dans les autres secteurs public et para-public, les grèves se succèdent aux grèves pour les mêmes revendications. Le gouvernement qui fait souvent la sourde oreille menace parfois les grévistes.

Le 3 janvier dernier, l'Union des Syndicats du Tchad (UST), a réagi à cette menace en décrétant une grève générale sur tout le territoire. Le gouvernement est alors sorti de son mutisme: des fonctionnaires triés sur le volet sont payés à Moundou et à Ndjaména. Interrogé par une radio internationale, Kassiré Benoit, l'actuel sinistre premier ministre affirme avoir versé deux à trois mois de salaire à tous les fonctionnaires du Tchad. L'UST, écoeuré par ce mensonge, a prolongé le délai de la grève générale.

Voilà la situation dans laquelle vivent les travailleurs et les petites gens au Tchad. Mais cette situation n'a guère inquiété les dirigeants en place dont la principale préoccupation est de se remplir les poches au plus vite. Car avec la valse de remaniements ministériels il faut profiter de sa place avant qu'il ne soit trop tard.

COTE D'IVOIRE

LUTTES POUR LE POUVOIR ET DEMAGOGIE TRIBALISTE

Sous le calme apparent dans le quel s'est déroulée la succession d'Houphouët Boigny il y avait, au sommet du pouvoir, des tractations, des tiraillements entre des cliques alliées mais néanmoins rivales pour la succession. Tout cela sur fond de tribalisme et de régionalisme à peine voilé.

Dès l'annonce de la mort d'Houphouët Boigny, une lutte, que l'on avait déjà senti venir, s'est déroulée au sein du PDCI. Elle a opposé les deux prétendants au trône : l'un, Henri Konan Bédié, qui se considérait comme l'héritier légitime en vertu de l'article 11 de la constitution, l'autre, Allassane Ouattara, le premier ministre du défunt, qui se targuait d'être

l'homme ayant le programme qu'il faudrait pour faire sortir la Côte d'Ivoire de la crise actuelle dont, du reste, personne n'est en réalité capable de voir la fin.

Bédié a gagné la première bataille, en s'auto-proclamant président de la République et en obligeant ainsi Allassane Ouattara à démissionner. Le tout sous la pression de la France qui avait opté pour le camp Bédié, non pas pour le respect d'une quelconque constitution, mais surtout pour le maintien de l'ordre, par peur que la bataille entre les deux héritiers n'entraîne des troubles graves.

Le combat entre ces deux politiciens a donc connu un

dénouement rapide. Du moins dans l'immédiat. Car si le fait d'occuper le fauteuil présidentiel donne à Bédié un avantage sur son rival - faudrait-il dire, sur ses rivaux - il ne lui donne pas pour autant l'autorité qu'avait Houphouët sur les différents rouages de l'appareil d'Etat : les principaux ministères, les chefs des différentes administrations et surtout, ceux de l'armée et de la police. Cette autorité-là ne découle pas de la constitution, mais des rapports de force.

Si Ouattara ne s'avoue pas vaincu, s'il estime qu'il a suffisamment de soutiens pour qu'il puisse considérer que perdre la première bataille ne signifie pas nécessairement perdre la guerre, il n'est pas dit que la lutte pour le pouvoir s'arrête là. A supposer que Ouattara se trouve définitivement écarté, il n'est pas dit que d'autres candidats ne viennent manifester leurs prétentions. Des candidats déclarés du temps de Houphouët, genre Yassé, ou d'autres, plus discrets pour le moment, mais qui pourraient dévoiler leurs ambitions au cas où Bédié se révèlerait incapable de maîtriser la situation et surtout, le pouvoir. Et puis, derrière la caste de politiciens, d'autres viviers pourraient faire surgir des prétendants, à commencer par l'armée.

Voilà pourquoi il ne faut pas se fier à l'apparente stabilisation du pouvoir. Voilà pourquoi les armes utilisées, bien que pour le moment mouchetées encore, dans des affrontements entre Bédié et Ouattara qui sont restés, eux aussi, plus ou moins feutrés, sont lourdes de menaces pour l'avenir.

Car ces affrontements ont été menés en utilisant des deux côtés une démagogie tribaliste, régionaliste, confessionnaliste de plus en plus affirmée.

Au pouvoir, Bédié et Ouattara

sont interchangeable. Ils mèneraient à peu près la même politique. Mais le problème est d'y parvenir pour l'un, de consolider sa position pour l'autre. Miser sur les solidarités ethniques, sur les relations, sur les complicités pour y parvenir n'est pas le choix le plus responsable du point de vue des intérêts de la bourgeoisie. Cela peut être cependant un moyen efficace. Mais là réside le danger grave pour toute la société et plus particulièrement pour les classes pauvres.

Pour les partisans de Bédié, l'article 11 de la constitution n'était en fait qu'un prétexte juridique dont ils se moquaient éperdument en réalité, comme toute la constitution d'ailleurs. Tous ces textes n'existeraient pas qu'ils s'en passeraient fort bien. Ce que cherchait Bédié, c'était son ambition personnelle, concrétiser son rêve d'arriver au pouvoir. Mais il a fait passer cela comme la volonté de respecter la constitution et surtout de maintenir le pouvoir dans le droit fil de ce qu'avait fait Houphouët Boigny 33 ans durant.

Houphouët Boigny, grâce à l'autorité acquise sur l'appareil d'Etat du fait du soutien de l'impérialisme français, du fait aussi des années de dictature féroce pendant laquelle il avait périodiquement écarté les rivaux potentiels, était en position de se poser en représentant de "l'unité nationale". Mais en réalité, chacun sait que même lui savait jouer du tribalisme, en s'appuyant plus particulièrement sur les politiciens sudistes, ceux du groupe ethnique akan en général et les Baoulé en particulier.

Aussi, face aux ambitions d'Alassane Ouattara, dans le camp de Bédié, a-t-on propagé et laissé dire qu'un changement du pouvoir au profit de son adversaire serait une menace pour les Baoulé et les populations du sud en général. Il

fallait tout faire pour éviter que l'ancien premier ministre, musulman et homme du nord, ne prenne le pouvoir car ce serait ouvrir la voie à la vengeance et à la domination des Nordistes musulmans sur les Sudistes chrétiens ou animistes.

Ainsi, par exemple, le journal, *Le Bélier*, proche de Bédié, s'est fait l'écho de cette politique pour appeler au rassemblement des Sudistes contre les Nordistes représentés, selon lui, par Alassane Ouattara et ses partisans. Dans son édition n° 002, on pouvait lire : "Les dignes fils de ce pays, Bédié et Gbagbo, devront s'entendre (...) pour chasser l'ennemi public n°1. Alassane Ouédraogo Ouattara doit partir maintenant." Dans le même journal, celui-ci était accusé d'être "sécessionniste en cautionnant la charte du Nord." Et ainsi, toujours selon le même journal, "il gagnait à sa cause une population des plus mobilisées car tenant pratiquement meeting tous les vendredis dans les mosquées."

De l'autre côté, dans le camp adverse d'Alassane Ouattara, on a aussi utilisé des arguments et des méthodes de même nature, mais cette fois-ci au nom des intérêts des Nordistes. Pour les politiciens et autres intellectuels à leur solde originaires du nord, la mort d'Houphouët Boigny devrait naturellement conduire au pouvoir leur candidat présenté par eux comme le sauveur de la Côte d'Ivoire en cette période de crise. Aussi, après sa démission, forcée ou pas, ont-ils interprété l'intention de Bédié de lui barrer le chemin de la présidence comme la volonté farouche des Sudistes d'empêcher les Nordistes d'accéder au pouvoir et de confisquer ce dernier aux dépens des populations du nord.

Dans son édition n°022, *La Plume Libre*, un journal islamique du camp du candidat vaincu, n'a pas hésité de parler de "complot contre les musulmans" à propos de la démission d'Alassane Ouattara. Selon

ce journal, "(...) il semble que dans l'esprit de nombreux Ivoiriens le poste du président de la République soit la chasse-gardée d'un groupe ethnico-religieux bien précis", sous-entendu les Baoulé et plus généralement les Akan, puisque, toujours pour le même journal, la Côte d'Ivoire serait un "Akanland" dont, ajoute-t-il, "depuis les indépendances, l'histoire (...) a été émaillée d'incidents dont les principales victimes appartiennent au groupe dit "Dioula", nom donné à tous les ressortissants du Nord." Poursuivant avec la même logique et pratiquement avec les mêmes arguments, *Le Patriote*, un autre journal des partisans d'Alassane Ouattara, parlant, lui aussi, du complot dont seraient victimes les Nordistes de la part des Sudistes a renchéri et proféré des menaces à peine voilées : "(...) Ouattara est trop brillant et gare à quiconque d'attenter à son honorabilité ou à son intégrité physique. Après le Dr. Amadou Koné injustement arrêté en 1963, on ne décapitera plus jamais un cerveau du Nord."

Ce fond de tribalisme, de régionalisme et de confessionnalisme est déjà utilisé, alimenté et par-là même, aggravé dans la lutte actuelle entre Bédié et Ouattara. Nul ne peut dire pour le moment où tout cela peut conduire. Mais une chose est sûre. Demain, lors d'une grave crise politique ou d'une grande échéance, comme les présidentielles de 1995, toutes ces gens, en compétition pour le pouvoir, feront ressurgir et exacerber la démagogie tribaliste.

Pour tous ces politiciens, ceux du PDCI comme ceux de l'opposition, ce qui compte c'est leur ambition d'accéder au pouvoir, par n'importe quel moyen. Car de surcroît, le pouvoir est un moyen majeur pour s'enrichir et permettre à leurs proches de le faire aussi.

Mais en se livrant à ce genre de démagogie, ces politiciens et leurs clientèle posent des bombes à retardement. Dresser les uns cont.

les autres, les différentes ethnies, les différentes confessions, est déjà grave, même si les hostilités ainsi suscitées ne débouchent pas sur la violence. Mais ceux qui se lancent dans cette démagogie criminelle ne sont pas à même de contrôler la situation qu'ils auront eux-mêmes créée, si tant est qu'ils veulent contenir leur démagogie dans le domaine purement verbal. Qui peut exclure une évolution qui aboutisse à ce que toute la Côte d'Ivoire soit transformée en un vaste champ de bataille où les différentes ethnies se livreraient une guerre à mort, comme on le voit sous d'autres cieux ? La démagogie de quelques uns dans la compétition pour le pouvoir peut déboucher demain sur des guerres fratricides, criminelles, du genre Nordistes musulmans contre Sudistes chrétiens ou animistes. Mais d'autres divisions, d'autres oppositions à l'intérieur même des grands regroupements régionaux, du style Bété contre Baoulé ou telle ethnie du Nord contre une autre de la même région, le sont aussi.

Voilà l'avenir dont nos politiciens, les Bédié, les Ouattara et autres Gbagbo prennent le risque : les guerres ethniques, religieuses, le fossé de sang permanent ! Que certains d'entre eux en deviennent eux-mêmes les victimes à titre personnel ; voire que, à titre collectif, la caste des politiciens démagogues soit écartée

au profit de chefs de guerre recrutant sur une base ethnique comme au Libéria, n'y change rien sur le fond. Ils sont tous des criminels irresponsables.

Cette logique-là, la logique des affrontements ethniques ou religieux, est sans issue pour les masses pauvres. Et cependant, si cette logique devait triompher, ce seraient ces masses pauvres qui en seraient les principales victimes, quel que soit le camp qui l'emporte. Car à la dictature politique, à la tyrannie de la pauvreté, s'ajouteraient en plus les souffrances sans fin, les morts inutiles, les destructions de guerres tribales stériles.

De la Somalie au Mozambique, en passant par le Tchad ou le Libéria voisin, il y a assez d'exemples en Afrique. Il ne faut pas laisser ces gens nuire.

Voilà pourquoi les travailleurs, les petits paysans, les pauvres de ce pays doivent s'unir, quelles que soient leur ethnie, leur région, leur religion, autour de leurs intérêts propres et contre les riches, y compris ceux de leur ethnie, qui ne cherchent qu'à les exploiter toujours et à se servir d'eux à l'occasion comme chair à canon pour leurs ambitions politiques.

COTE D'IVOIRE

UNE ESCARMOUCHE QUI EN DIT LONG

Le 22 janvier dernier, des milliers de partisans de l'ex-premier ministre Alassane Ouattara sont partis à l'aéroport de Port-Bouët accueillir celui-ci qui rentrait de Paris où il avait passé un séjour de trois semaines.

Mais ils n'ont pas pu recevoir

leur chef comme ils l'auraient voulu. Ils ont été dispersés sans ménagement par les forces de l'ordre qui n'ont pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes.

Ceci est un nouvel épisode de la rivalité qui oppose l'ex-premier ministre au successeur d'Houphouët

Boigny. Henri Konan Bédié, à peine installé dans son fauteuil présidentiel, n'est pas encore sûr de son pouvoir. Comme tous les dictateurs, il a peur de toute manifestation ou rassemblement de peur que cela ne dégénère en désordre.

De plus, selon la constitution, il devrait terminer son mandat présidentiel l'année prochaine et procéder à l'organisation des élections présidentielles. Il cherche donc à accroître sa popularité tout en diminuant celle de son rival. Réduire celui-ci au silence peut être un moyen tentant pour arriver à une telle fin.

Seulement, en réprimant leurs

adversaires, ceux qui ont le pouvoir provoquent parfois l'effet inverse de ce qu'ils veulent obtenir. C'est ainsi qu'en faisant intervenir sa soldatesque, Konan Bédié a donné une dimension à la fois nationale et internationale à une affaire banale qui aurait pu rester limitée à une fraction du PDCI. Cette affaire montre aussi à quel point le parti au pouvoir est divisé.

Il s'agit, dans l'apparence, d'une rivalité entre deux hommes qui sont tous les deux au service des riches. Mais derrière cette rivalité personnelle se profile la menace d'une rivalité ethniste ou régionaliste que ces hommes sont capables de raviver ou de créer pour assouvir leurs ambitions.

"600 MILITAIRES" ET UN BATEAU DE GUERRE, POURQUOI FAIRE?

La France aurait envoyé un bateau de guerre et 600 militaires, en plus des soldats (environ 350) de la 43ème Bima déjà sur place.

Les riches craignent-ils une révolte des pauvres telle que leurs forces armées locales ne suffiraient pas à les réprimer? Ou bien craignent-ils que les soldats locaux se retournent contre les riches pour choisir le camp des pauvres? Après tout qui sont ces soldats sinon dans leur grande majorité des fils de pauvres eux-mêmes! Ne sont-ils pas sûrs de leur loyauté?

C'est pourtant à cela que les riches se préparent. Quand leurs intérêts, leurs richesses amassés grâce à l'exploitation des travailleurs sont menacés, ils n'hésitent pas à tuer. Mais leur problème est que les gens qu'ils payent pour réprimer les pauvres sont eux-mêmes issus de la classe pauvre.

Et puis ces soldats eux-mêmes ne sont-ils pas commandés par leurs supérieurs qui sont grassement payés

et qui les méprisent? Ne sont-ils pas eux aussi pénalisés par la dévaluation?

Alors, les riches peuvent faire ce qu'ils veulent pour se protéger de la colère des pauvres. Ils savent que la vraie force, celle qui est imbattable ce sont les pauvres qui l'ont. Mais cette force extraordinaire que représentent les travailleurs n'en est une ou n'en sera une que si les pauvres prennent conscience:

- Qu'ils ne forment à eux tous, quels que soient leur ethnie, leur religion, leur pays, leur race, qu'une seule classe : la classe des pauvres.

- Que tous unis, aucune force des riches ne peut résister à leur force collective.

- Que sans leur travail toute l'économie de la bourgeoisie se trouve paralysée.

- Qu'ils constituent la seule classe révolutionnaire qui a intérêt

au renversement de la bourgeoisie,
au renversement du système
capitaliste à l'échelle mondiale

pour bâtir une autre société, la
société communiste.

L'ENTERREMENT LUXUEUX D'HOUPHOUËT : UNE INSULTE POUR LES PAUVRES

Konan Bédié voudrait célébrer l'enterrement d'Houphouët avec fastes. A une trentaine de chefs d'Etat africains prévus pour ces funérailles viendront s'ajouter d'autres chefs d'Etats et des délégations venus des quatre coins du monde.

Ces funérailles coûteront des milliards de francs CFA. Un ministre ivoirien a été dépêché à Paris pour quémander la somme de 100 millions de FF afin d'assurer la "logistique" de cette cérémonie digne des grands

rois. Une telle cérémonie coûteuse est une insulte pour la population laborieuse qui, d'une manière ou d'une autre, payera de sa poche les frais d'un tel luxe. Car pendant qu'on dilapide des sommes colossales pour une pareille futilité, des dizaines ou des centaines de milliers de familles de travailleurs, jetées brutalement à la misère par la dévaluation du CFA, se privent du strict minimum et sont réduites à la quasi-mendicité pour ne pas mourir de faim.

DEPUTES ET MINISTRES: ON EST JAMAIS MIEUX SERVI QUE PAR SOI-MEME

Tout le monde se souvient des augmentations de salaires de 100% que c'étaient octroyés les tenants du pouvoir. Aujourd'hui on comprend mieux pourquoi cette brusque augmentation. En effet, ils savaient qu'avec la dévaluation leurs salaires allaient être dévalorisés. Eux, ils ont pris leurs précautions!

Pourtant, mêmes dévalorisés, leurs salaires seraient restés confortables, suffisants pour faire vivre plusieurs, voire plusieurs dizaines de familles ouvrières. Ces gens-là ont pourtant le cynisme de nous dire d'accepter la diminution de notre pouvoir d'achat sans rien dire.

70 ANS APRES LA MORT DE LENINE VIVE LE LENINISME!

Lénine est connu comme le dirigeant du parti qui mena à la victoire la révolution prolétarienne en Russie en octobre 1917. Il est le symbole du premier Etat ouvrier de l'histoire, de la première tentative réussie de la classe ouvrière d'abattre le système capitaliste à l'intérieur d'un vaste territoire. 70 ans après sa mort, ses idées font encore peur aux dirigeants de ce monde car elles sont profondément

attachées à la lutte contre le système capitaliste.

Les dirigeants bureaucrates qui ont succédé Lénine à la tête de l'URSS, à commencer par Staline ont tout fait pour trahir les idées de Lénine en présentant leur régime dictatorial comme l'émanation du léninisme et en tuant, en réprimant tous ceux qui ont osé lutter contre leur trahison.

Mais les idées de Lénine

n'avaient rien à voir avec ceux qui de la tête de l'URSS se prétendaient en être les héritiers. Les dirigeants de ce monde capitaliste voudraient bien enterrer définitivement le marxisme. Ils le voudraient d'autant plus que leur système en crise risque de susciter de nouvelles révolutions comme celle que Lénine a dirigé en 1917 en Russie. Mais ce n'est pas parce qu'ils le veulent que le marxisme et le léninisme sont morts. A l'occasion de l'anniversaire de sa disparition, on peut rappeler ici ce que fut la vie de ce révolutionnaire prolétarien.

Le choix du marxisme

Après plusieurs années de prison, puis de déportation, Lénine s'associa à l'étranger avec Plékanov qui avait introduit le marxisme en Russie, ainsi qu'avec d'autres intellectuels déportés. Ils animaient l' "Iskra" (l'Étincelle), qui sera la principale publication des sociaux-démocrates russes.

Mais avec le développement des luttes ouvrières au début de ce siècle, la social-démocratie devait sortir des milieux intellectuels pour entreprendre la conquête de l'avant-garde prolétarienne.

La construction du parti révolutionnaire

Dans ces périodes une tendance se constitua au sein du parti social-démocrate russe (POSDR). Les militants regroupés autour de Lénine avaient acquis la conviction que c'est le prolétariat russe, bien que jeune et minoritaire (moins de 10% de la population) qui pouvait non seulement abattre le régime tsariste, mais prendre la direction du combat pour les transformations indispensables pour l'ensemble de la société. Cette fraction prit le nom de "bolchévik" (majoritaire) à la suite d'un congrès où ils se sont constitués en fraction. Ces militants étaient convaincus que le prolétariat ne pouvait réaliser un

programme aussi ambitieux qu'à la condition de disposer d'une organisation rigoureuse et disciplinée. Les militants bolchéviks devaient être capables d'organiser les travailleurs y compris dans les pires conditions de la clandestinité. Pour cela, ils se devaient d'être profondément liés et dévoués à ceux-ci. Une telle tâche ne pouvait être accomplie que par des révolutionnaires professionnels.

La révolution russe

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, les régimes autocratiques avaient été remplacés depuis plus ou moins longtemps et de façon plus ou moins complète par des démocraties parlementaires qui convenaient mieux à la classe bourgeoise bien établie, puissante et riche de ces pays.

Cette évolution politique a été rendue possible par le fait que, dans ces pays qui avaient été les premiers à s'engager sur la voie du développement capitaliste dans un monde encore féodal, ce développement avait transformé la société, donnant une impulsion considérable aux forces productives et par la même occasion, au prolétariat. Et la bourgeoisie, force montante de la société à l'époque, était capable de reprendre à son compte les révolutions populaires - comme la révolution française de 1789 - dont l'énergie démolissait l'ordre social féodal. En Russie, de telles transformations n'avaient pas encore eu lieu. C'était un des pays les plus sous-développés d'Europe.

Pour une bonne partie du mouvement socialiste de l'époque, il s'en suivait que, en Russie, c'était la révolution bourgeoise qui était à l'ordre du jour. C'est la bourgeoisie qui devait en être le moteur. Pour eux, le rôle du prolétariat devait se limiter à aider la bourgeoisie à s'emparer du pouvoir politique, afin que cette dernière profite de sa victoire sur

l'ordre féodal pour déployer l'énergie et l'esprit d'entreprise dont il avait fait preuve dans les vieux pays capitalistes et développe l'économie ainsi que le prolétariat afin que ce dernier soit un jour plus lointain assez fort pour relayer la bourgeoisie, cette fois au nom de sa propre conception communiste de l'avenir.

Mais les premiers mois de la révolution russe, commencée en février 1917 ont montré que la bourgeoisie était incapable d'être le moteur de la révolution. Elle était incapable de pousser la révolution même seulement jusqu'à la réalisation de changements indispensables pour un développement capitaliste de la Russie (comme par exemple la suppression de la grande propriété féodale et la distribution de la terre aux paysans). Les forces politiques de la bourgeoisie, y compris celles qui se prétendaient socialistes - comme les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires - se révélèrent couardes devant les réformes les plus modérées. Elles finirent par se jeter dans les bras de généraux réactionnaires, partisans pourtant du rétablissement du tsarisme et de la domination de l'aristocratie foncière, tant était grande leur crainte du prolétariat.

Ainsi donc, il devenait clair que la révolution ne pouvait pas s'arrêter à mi-chemin, sous peine de tout perdre. Il n'y avait qu'une alternative: ou bien le prolétariat prenait en main la direction de la révolution ou la contre-révolution l'emportait. Et la révolution, sous la direction du prolétariat, ne pouvait pas ne pas se heurter à la bourgeoisie, à la propriété capitaliste.

Quelques révolutionnaires - comme Trotsky - avaient depuis longtemps pressenti cette dynamique-là de la révolution russe à venir (c'est ce qui était entré dans le langage révolutionnaire sous le nom de "révolution permanente")

Mais c'est l'existence du parti bolchévik, seul à ne pas se mettre à la remorque de la bourgeoisie, fort d'un capital politique acquis dans la lutte pour l'indépendance de la classe ouvrière et de militants trempés capables de le propager dans les masses ouvrières, qui a permis au prolétariat d'aller jusqu'au bout. C'est grâce au parti bolchévik que les "soviets", ces conseils ouvriers surgis d'abord de la révolution de 1905, puis de février 1917, représentant la masse des prolétaires, ont eu la volonté et la capacité de s'emparer du pouvoir politique en octobre 1917.

Vers la révolution mondiale

Pour Lénine et ses compagnons, la révolution russe n'était pas un but mais un commencement. Ils étaient marxistes et donc savaient que le combat du prolétariat se situe dans une perspective internationale. Ils savaient que le capitalisme ne pouvait être définitivement détruit qu'à l'échelle du monde. Ils savaient que la mise en commun des richesses de l'humanité, inégalement réparties, était indispensable pour assurer à l'humanité un nouvel essor de la production grâce à la suppression de la propriété privée et grâce à la planification. Il fallait par conséquent construire le parti mondial de la Révolution. L'Internationale Communiste (IC) tenta sous la direction de Lénine et de Trotski d'exporter la révolution russe dans le monde entier.

L'isolement de la révolution russe

Malgré les efforts de Lénine, les mouvements révolutionnaires de l'après-guerre, en particulier la révolution allemande, ont échoué et la Russie soviétique s'est trouvée isolée. Déjà avant la mort de Lénine, les premiers signes de la gangrène bureaucratique commençaient à ronger le corps de l'Etat prolétarien. La maladie l'empêcha d'avoir le temps de poursuivre son dernier combat: celui qu'il livra

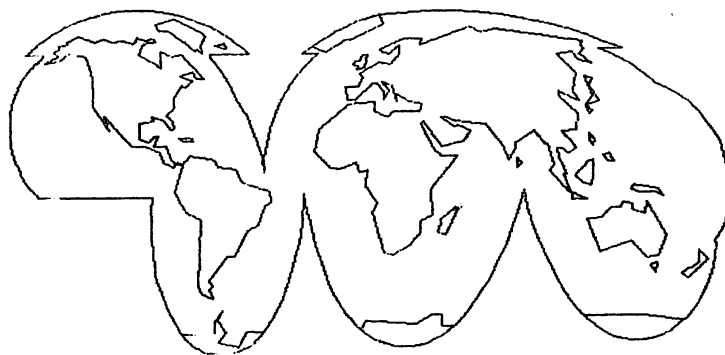
contre les déformations bureaucratiques.

Lénine fut paralysé des suites des blessures d'un attentat et mourut le 21 janvier 1924. Staline, à la tête de la bureaucratie soviétique a fait embaumer la dépouille de Lénine, et l'exposer aux touristes. C'était pour mieux trahir ses idées et tromper les travailleurs du monde entier.

Les dirigeants actuels de la Russie qui ont décidé de réinstaurer

le capitalisme sont en train d'enterrer le cadavre momifié de Lénine. Il faut croire que même à l'état de momie, Lénine leur fait encore peur. La peur du prolétariat au-delà de celui qui incarna son combat. Mais le marxisme et le léninisme sont toujours vivants car le capitalisme reste toujours à abattre et qu'en conséquence, le prolétariat a toujours besoin de ces idées pour comprendre les ressorts de la société capitaliste afin de pouvoir la détruire !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.